

LE PRADET



25-ARR-PM-PERM-061

ARRÊTÉ

Usages des sabots de « Denver » pour les véhicules nécessitant une immobilisation

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Conseiller Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

VU le Code de Sécurité Intérieure et notamment ses articles L 511-1 à L511-5

VU le Code de la route et particulièrement ses articles R 325-2 à R 325-11

VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5 ;

VU le Code General des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et suivants et L 2214-3,

VU la convention de fourrière signé avec la société Saint Gervais sise à Hyères 83400.

Considérant que la commune du Pradet s'est dotée de moyens d'immobiliser matériellement des véhicules à l'aide de « sabots de Denver »

Considérant que l'immobilisation des véhicules peut être prescrite en raison de l'état ou de l'équipement défectueux du véhicule, du comportement du conducteur ou pour présentation de documents non conformes.

ARRÊTONS

Article 1 : A compter du 13 mars 2025, dans les cas qui nécessitent une immobilisation de véhicules, la police municipale procédera à cette opération à l'aide de « sabots de Denver ».

Article 2 : L'immobilisation du véhicule pourra être prescrite en raison de l'état ou de l'équipement défectueux du véhicule, du comportement du conducteur ou pour présentation de documents non conformes.

Article 3 : Le véhicule peut être notamment immobilisé en cas de :

- Infractions au code de la route entraînant une confiscation du véhicule ;
- Dépassement de 50 km/h ou plus de la vitesse maximale autorisée ;
- Entrave ou gêne à la circulation ;
- Gêne pour la bonne installation des foires ou marchés ;
- Non-respect des contrôles techniques ou des règles de conformité des plaques d'immatriculation ;
- Si le véhicule représente un danger pour les usagers de la route du fait de son mauvais état ;
- S'il est anormalement bruyant ou polluant ;

- Si le pare-brise ou les vitres latérales avant ne sont pas assez transparentes (sauf en cas de motif médical) ;
- Usage de feux et avertisseurs sonores spéciaux irréguliers.

Article 4 : Toute contravention constatée sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Les services de la Police Municipale et Nationale sont chargés d'assurer le bon fonctionnement des mesures prises.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché au poste de police municipale

Article 7 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire Chef du District de Toulon, la Police Municipale sont charges, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire



CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.
 - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire
- Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.